

04 février 2010

Communiqué de Presse



Fédération Nationale de l'Immobilier

Diagnosticheurs, la FNAIM en appelle à la raison

Amiante, plomb, termites, surfaces, risques naturels et technologiques, performances énergétiques, gaz, électricité : depuis quelques années, ces contrôles sont destinés à informer et protéger les propriétaires et occupants de leurs logements.

Si ces diagnostics sont désormais entrés dans les mœurs avec le temps, des pratiques économiques sans logique à moyen terme se développent sur le terrain. Plusieurs facteurs font ainsi monter la pression chez les diagnostiqueurs.

La FNAIM en appelle à la raison des diagnostiqueurs et de leurs prescripteurs.

Il faut trouver un équilibre juste, garantissant la stabilité du système sans mettre à mal son but initial : la protection des occupants.

Même si les prix du marché sont et doivent rester libres, il s'agit de faire attention aux dérives.

Actuellement, certaines grosses entreprises, pour reclasser leur personnel, leur proposent de créer des cabinets de diagnostics "tous frais payés", avec un filet de sécurité que d'autres n'ont pas : en cas de défaillance, ils ont le choix d'être réintégrés, un luxe qui peut inciter à l'inconséquence, notamment sur les pratiques tarifaires.

De plus, dans ce secteur déjà très concurrentiel, la baisse du volume de transactions immobilières d'un côté et la hausse des charges incombant légitimement aux structures pour exercer (*certification des techniciens, investissements en instruments de mesures pour les nouveaux diagnostics...*) de l'autre malmènent les professionnels qui en arrivent à proposer des tarifs au-delà de tout entendement.

Que les choses soient claires : depuis bien longtemps, ce métier n'est plus l'"Eldorado" annoncé. Nombre de diagnostiqueurs travaillent actuellement à perte. Tous ces éléments se conjuguent et s'amplifient : pour preuve, en un an, près de 20 % des techniciens certifiés ont disparu du paysage !

Cette surenchère vers le bas ne pourra se solder que par l'explosion du système.

Entendons-nous bien, notre discours n'est pas de stigmatiser les uns contre les autres mais bien de **faire prendre conscience d'une dérive qui peut pousser au suicide collectif d'une profession toute entière.**

Si trop de professionnels expérimentés sont écartés du terrain, cela ne pourra se traduire que par une baisse de la qualité des prestations, au détriment de la santé et de la sécurité des consommateurs !

CONTACTS PRESSE

Sylvain COOPMAN

01 44 20 77 06

scoopman@fnaim.fr

Service Communication

01 44 20 77 31 / 49 / 97

communication@fnaim.fr